

David MANDEL (1947 -)

Professeur titulaire, département de sciences politique, UQÀM

(2005)

“Biélorussie, Russie, Ukraine.
*Partenariat social et indépendance
de classe dans le mouvement
ouvrier post-soviétique*”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

David MANDEL

“**BIÉLORUSSIE, RUSSIE, UKRAINE. Partenariat social et indépendance de classe dans le mouvement ouvrier post-soviétique**”.

Un article publié dans le journal **LaGauche.com**, jeudi, le 26 mai 2005.
http://www.lagauche.com/lagauche/article.php3?id_article=1240

M Mandel, politologue, professeur titulaire au département de science politique de l'UQÀM, nous a accordé le 1^{er} novembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement le texte de cette conférence.



Courriel : mandel.mark-david@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5” x 11”)

Édition numérique réalisée le 28 décembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Ouvrages publiés par l'auteur

Former "state socialist" world. Montréal: Black Rose Books, 1996.

La perestroïka: économie et société. Actes du 9e colloque annuel de l'Association d'économie politique (AEP) tenu à l'Université du Québec à Montréal les 20 et 21 octobre 1989 / sous la dir. de David Mandel. Sillery: Presses de l'Université du Québec, 1990, 220 pp. Collection: Études d'économie politique, no 7.

The Petrograd workers and the Soviet seizure of power: from the July days 1917 to July 1918. Variante du titre: The Petrograd workers and the fall of the old regime. London: Macmillan, 1984. Collection: Studies in Soviet history and society, xv, 211-447 pp.

La conception ouvrière du contenu social de la Révolution de 1917: le cas de Pétrograd. Montréal: Université du Québec à Montréal. Département de science politique.

Table des matières

[Introduction](#)

[Circonstances objectives défavorables](#)

[Russie](#)

[Ukraine](#)

[Biélorussie](#)

[Pourquoi le « partenariat social » ?](#)

[Indépendance de classe et socialisme](#)

David MANDEL

“BIÉLORUSSIE, RUSSIE, UKRAINE. Partenariat social et indépendance de classe dans le mouvement ouvrier post-soviétique”.

Un article publié dans le journal **LaGauche.com**, jeudi, le 26 mai 2005.
http://www.lagauche.com/lagauche/article.php3?id_article=1240

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

D’un point de vue de gauche l’histoire du mouvement ouvrier peut être regardée comme une longue et laborieuse lutte de la classe ouvrière ¹ pour son autodétermination, dont l’expression finale serait le remplacement du capitalisme par une société autogérée sans exploitation, c’est-à-dire par le socialisme. Cette lutte a été menée contre la bourgeoisie et l’État capitaliste mais encore plus contre les courants idéologiques au sein du mouvement ouvrier, qui ont accepté, de manière explicite ou implicite, le capitalisme comme inévitable ou du moins comme préférable à n’importe quelle alternative réelle, et qui rejettent l’idée que le travail et le capital s’opposent du fait de leurs intérêts contradictoires. Au niveau politique, le socialisme révolutionnaire a lutté contre le réformisme de diverses sortes pour conquérir le soutien des travailleurs, alors que dans le mouvement syndical les partisans du « syndicalisme de combat » ont combattu les défenseurs du « partenariat social ».

¹ Par « classe ouvrière » nous entendons tous les salariés à l’exception de ceux qui exercent des fonctions patronales.

En tant qu'orientation idéologique ou stratégique, « l'indépendance de classe » est fondée sur une analyse des intérêts respectifs du travail et du capital, du travail et de l'État, comme fondamentalement antagonistes. Les rapports du travail avec le capital et avec l'État sont donc déterminés en dernière instance par les rapports de forces plutôt que par quelques intérêts communs. Il s'ensuit que la stratégie du mouvement ouvrier en défendant et favorisant les intérêts des travailleurs devrait accorder la priorité à la modification du rapport des forces en faveur de ces derniers. Et bien que de nombreux facteurs peuvent contribuer au renforcement du mouvement ouvrier, sa principale ressource est la solidarité des ouvriers du rang, leur engagement actif en faveur de leurs buts communs et leur confiance dans leur capacité collective de parvenir à des modifications progressistes de leur conditions d'emploi et de la société dans son ensemble.

Au contraire, le « partenariat social », bien qu'il prenne des formes et des degrés divers, est une stratégie fondée en dernière instance sur l'idée que le travail et le capital ont un intérêt commun, essentiel, dans le succès de l'entreprise donnée et de l'économie nationale dans son ensemble. Et sous le capitalisme le succès signifie toujours plus de profit, car sans lui il n'y a pas d'emploi, pas de salaires et pas de prestations. En conséquence tout conflit sérieux qui pourrait surgir entre le travail et le capital tend à être interprété comme découlant d'un défaut de la communication ou du refus d'une des parties de comprendre son propre intérêt à long terme. Les négociations prennent donc la forme du « dialogue social », plutôt que celle de l'affrontement, et la force (du moins de la part des travailleurs), si elle n'est pas exclue, est reléguée à un rôle essentiellement symbolique. Il faut noter que cette image harmonieuse des rapports capital-travail, souvent accompagnée

de schémas de la « participation », a longtemps fait partie de l'arsenal des employeurs et des gouvernements ².

Aujourd'hui, sans doute bien plus que jamais depuis l'apparition du mouvement ouvrier organisé et massif au cours du dernier quart du XIXe siècle, le « partenariat social » domine dans pratiquement tous les pays ³. C'est à la fois une conséquence et une cause de la modification importante du rapport des forces entre les classes au détriment du travail, qui a commencé au cours des années 1970 dans les pays capitalistes et à la fin des années 1980 au sein de l'ex-monde communiste.

Je veux d'emblée indiquer mon propre point de vue : le « partenariat social » est au mieux un cas de la confusion des désirs et de la réalité, ayant peu de rapports avec la réalité capitaliste dans sa version néolibérale actuelle ; au pire, c'est un symptôme de la corruption des directions syndicales. Le plus souvent, c'est une combinaison des deux.

² Le cas le plus célèbre est probablement « le modèle japonais », dont la réalité a été présentée succinctement dans P. Briggs, "The Japanization of British Industry", *Industrial Relations Journal*, vol. 19, n° 1, 1998. Pour l'expérience des États-Unis voir : E. Leary & M Menaker, *Jointness at GM : Company Unionism in the 21st Century*, Woonsocket, R.I, *New Directions Regions 9A*, n.d., ainsi que M.Parker and J .Slaughter, *Choosing Sides : Unions and the Team Concept*, éd. South End Press, Boston 1988.

Les schémas du « partenariat » doivent être distingués des formes de la « dualité de pouvoirs », en particulier du contrôle ouvrier, qui surgissent au cours des périodes des offensives ouvrières. Ces dernières sont, cependant, intrinsèquement instables et conduisent rapidement soit à ce que le capital retrouve le pouvoir perdu soit à son expropriation.

³ Au niveau international la Confédération internationale des syndicats libres (CISL ou ICFU) est l'un des principaux partisans du « partenariat social ». Cf. *The ICFU Statement on the Global Compact* (Rapport de la CISL sur le contrat global). Pour une excellente analyse de l'idéologie du « pacte social » au sein du mouvement syndical de l'Europe centrale et occidentale, voir A. Wahl, "European Labour : the Ideological Legacy of the Social Pact", *Monthly Review*, janvier 2004, pp. 37-49. Aux États-Unis le bulletin mensuel *Labour Notes* a été consacré au combat contre le « partenariat » au sein du mouvement ouvrier au cours des deux dernières décennies.

Mais si les prémices qui fondent le « partenariat social » ne correspondent pas à la réalité, en tant qu'idéologie il a des fortes racines dans cette réalité, c'est-à-dire dans la très réelle dépendance du travail envers le capital. Et en général la puissance du « partenariat social » au sein du mouvement ouvrier varie inversement à la dépendance du travail envers le capital. En d'autres termes, cette idéologie est plus puissante lorsque le travail est affaibli et vice versa. En même temps, le « partenariat social » contribue à affaiblir le travail.

Cet article examine brièvement le rôle du « partenariat social » dans les défaites du mouvement ouvrier après l'effondrement des régimes appelés communistes en Russie, en Ukraine et en Biélorussie (dite également Belarus), les trois pays les plus industrialisés, majoritairement slaves, de l'ex-Union soviétique. Son impact a été un peu différent dans chacun des trois pays, mais dans chaque cas il a contribué de manière significative au dramatique recul subi par les travailleurs, qui ont vu leur épargne éliminée, leurs salaires réels réduits de plus des deux tiers ⁴ et la démocratie promise brisée - si par démocratie on comprend un État fondé sur la loi qui autorise la libre concurrence des intérêts sociaux pour influencer la politique gouvernementale ⁵.

⁴ Goskomstat Rossii, Rossiiskii v tskifrakh 2003, Moscou 2003, p. 97. Il s'agit là d'une source officielle. La chute moyenne des salaires fut plus forte en Ukraine et moins forte en Biélorussie. Les salaires réels ont recommencé à croître à nouveau après 1998, mais malgré plusieurs années de croissance économique relativement élevée (partant de très bas...), l'accroissement des salaires a été remarquablement lent.

⁵ Je me réfère ici, évidemment, à la démocratie bourgeoise, dans laquelle la concurrence est libre, tout en étant très inégale. Il est encore trop tôt pour dire si la « révolution orange » de décembre 2004 en Ukraine améliorera la démocratie fortement « dirigée » et profondément corrompue des années précédentes. La situation sociale et politique des travailleurs dans les trois pays est présentée dans mon : *Labour After Communism*, éd. Black Rose, Montréal 2004. L'analyse de cet article est en grande partie basée sur le matériel présenté dans ce livre.

Je ne prétends pas qu'une stratégie différente aurait nécessairement permis aux travailleurs de sortir victorieux de la chute de la dictature bureaucratique. Les circonstances objectives, décrites ci-dessous, ne favorisaient pas le travail. Mais, au moins, ses pertes auraient certainement pu être fortement réduites. Le fait est, que les syndicats n'ont même pas employé les ressources réduites dont ils disposaient pour défendre les intérêts de leurs membres. Il y a bien sûr eu quelques exceptions, mais elles furent trop peu nombreuses et trop isolées pour affecter les résultats globaux.

Circonstances objectives défavorables

[Retour à la table des matières](#)

La distinction entre les conditions « objectives » et « subjectives » est au mieux relative, mais elle est néanmoins utile pour présenter le contexte dans lequel les syndicats post-soviétiques ont opéré. Les facteurs « objectifs » sont ceux, sur lesquels les syndicats n'avaient pas d'influence immédiate ou ne pouvaient avoir que fort peu d'influence ; tandis que les facteurs « subjectifs » sont ceux que les syndicats peuvent influencer, pour l'essentiel du fait de leurs choix stratégiques et tactiques et de la qualité de leurs directions.

Un des facteurs « objectifs » a été, et demeure, l'héritage de plus d'un demi-siècle de domination totalitaire, au cours duquel les travailleurs ne pouvaient pas s'organiser de manière indépendante. La libéralisation gorbatchevienne a changé cela, mais cette période a été trop courte pour que la majorité des travailleurs puisse acquérir l'expérience de l'organisation et de l'activité indépendantes. De plus cette ouverture politique fut octroyée « par en haut » et non arrachée dans la lutte. Se référant à l'ère soviétique, le président du syndicat minoritaire de l'usine automobile Volga (fabriquant des Ladas) a observé qu'il « n'y avait pas de classe ouvrière ; seulement des individus isolés dans une situation similaire ». La première réunion des travailleurs qui n'a pas été convoquée et ne fut pas dirigée par les dirigeants de l'usine ou du parti a eu lieu en septembre 1989 pour discuter de la grève, la première action collective organisée dans l'histoire de cette

entreprise de plus de 100 000 salariés. De même, seulement deux années et demi séparent la grève des mineurs de juillet 1989 ⁶, la première grande entrée des travailleurs sur la scène publique, de l'effondrement du système.

E.P. Thompson a écrit que la classe ouvrière « se fait elle-même » autant qu'elle est formée par les circonstances ⁷. Mais les travailleurs soviétiques ont eu peu de temps pour « se faire » avant de faire face à une attaque massive du nouvel État « démocratique » qu'ils venaient tout juste d'aider à constituer.

En Russie et en Ukraine cette attaque a pris la forme de la « thérapie de choc » ⁸. Cette politique, dont l'élément principal était la rapidité de son exécution, a été conçue par le G-7 et activement promue par le FMI ⁹. La rapidité était une nécessité politique pour exploiter « la fenêtre d'opportunité » présentée par le manque d'expérience et par la crédulité populaires, qui permettait de miner le potentiel de la résistance et de créer une situation de non-retour en imposant une forme de capitalisme adaptée aux intérêts occidentaux. Pratiquement en une nuit le gouvernement a mis fin à des décennies de sécurité économique des travailleurs qui, en dépit d'un niveau de vie modeste, avaient apprécié le plein emploi ainsi que la fourniture gratuite ou subventionnée des logements, des soins de santé, de l'éducation, des services culturels et de loisirs et des biens de consommation de base. En peu de mois la structure même de la vie économique et les valeurs

⁶ Cf. D. Mandel, "Rebirth of the Soviet Labour Movement : The Coalminers' Strike of July 1989", *Perestroika and the Soviet People*, éd. Black Rose, Montréal 1991, pp. 51-78.

⁷ E. P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Penguin, London 1991, p. 8.

⁸ Pour une présentation critique de cette politique faite à partir d'un point de vue keynésien voir J. Stiglitz, *Globalization and Its Discontents*, W.W. Norton, N.Y. 2002, pp. 133-165.

⁹ En ce qui concerne le rôle de « l'Occident » dans la promotion de cette politique en Russie, cf. P. Reddaway et D. Glinski, *The Tragedy of Russia's Reforms*, U.S. Institute of Peace Press, Washington 2001, pp. 172-82 ; 290-298 ; 414-426 ; 537-539 ; 563-570.

fondamentales de la société ont été transformées. L'insécurité profonde qui en a résulté est devenue un obstacle majeur à la résistance collective, car la plupart des travailleurs ont été pris par la lutte individuelle pour la survie, tentant de s'adapter aux conditions nouvelles plutôt que d'essayer de les changer.

Le contexte international était lui aussi défavorable. Presque partout le travail reculait (c'est toujours le cas) devant l'offensive du capital. Les pays dits ex-communistes, et même ceux encore sous régimes dits communistes (à l'exception de Cuba et de la Corée du Nord), étaient engagés dans la restauration du capitalisme. Il n'y avait nulle part (à l'exception du Brésil et de l'Afrique du Sud, mais pas pour longtemps) de mouvement ouvrier puissant avançant sous le drapeau du socialisme. Même le développement du capitalisme orienté vers le marché intérieur (« national ») a été pratiquement mis hors-jeu, en tant qu'option politique, par le « Consensus de Washington » triomphant et la « mondialisation » néolibérale. Dans ces circonstances lorsque les idéologues du « marché libre », qui dominaient déjà les médias soviétiques au cours des dernières années, ont dit aux travailleurs - qui étaient persuadés d'avoir déjà expérimenté le socialisme - que le capitalisme du « marché libre » est le seul système social « normal », cela pouvait leur sembler raisonnable. Après tout, ils n'avaient aucune connaissance réaliste du capitalisme - autre héritage du système totalitaire.

Le mouvement ouvrier soviétique naissant a joué un rôle important, peut-être même décisif, en ébranlant les fondations du système soviétique, qui s'est avéré remarquablement fragile sous sa superstructure totalitaire impressionnante. Mais il n'a pas réussi à construire son indépendance organisationnelle et idéologique, qui lui auraient permis d'influencer le cours des événements qui a suivi.

Russie

[Retour à la table des matières](#)

L'écrasante majorité des travailleurs syndiqués en Russie le sont au sein de la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR), le successeur russe de la Fédération de l'ère soviétique. En novembre 2001 la FNPR annonçait qu'elle syndiquait 54 % de la force de travail salariée, soit un fort taux de syndicalisation, même s'il est inférieur aux 70 % revendiqués en 1991 ¹⁰. Presque tous les syndicats qui la constituent sont également des héritiers des structures de la période soviétique. Il n'y a pratiquement pas de syndicats dans les entreprises privées qui n'aient pas été créés sur la base des anciennes usines étatiques.

La FNPR et ses syndicats sont fortement attachés au « partenariat social ». En dépit de la transformation profonde du système socio-économique et de la privatisation de la majeure partie de l'économie, ils continuent en pratique à agir en tant que service du personnel, secondaire, soumis au patron. Ils poursuivent également la pratique soviétique de l'intégration en leur sein du personnel de direction, y compris parfois le directeur général de l'entreprise. Et il n'est toujours pas inhabituel de voir les présidents des syndicats locaux prendre les postes de direction, en général en tant que directeur adjoint chargé du personnel. La principale différence c'est que, par le passé, la subordination du syndicat à la direction était justifiée au nom de la nature « socialiste », non antagoniste de la société, alors qu'aujourd'hui les dirigeants syndicaux parlent du « partenariat social ». Ils soulignent également la situation fragile de la majorité des secteurs industriels. Cela, selon eux, impose de faire « preuve de compréhension », c'est-à-dire de faire des concessions aux patrons. Les ouvriers et les patrons - l'argument suit - sont sur le même bateau et doivent ramer ensemble pour sauver l'entreprise et les emplois. Le souci des dirigeants syndicaux de préserver les bonnes relations avec les patrons est si grand

¹⁰ S. Ashwin & S. Clarke, *Russian Trade Unions and Industrial Relations in Transition*, Houndsmills, Macmillan, Basingstoke 2003, p. 86.

que la majorité d’entre eux refusent de poursuivre devant les tribunaux les directions qui ne transfèrent pas aux syndicats les cotisations syndicales déduites automatiquement des salaires ouvriers - une pratique patronale répandue au cours de la seconde moitié de la décennie 1990 - bien que de telles poursuites se soient révélées efficaces dans les rares cas où les syndicats les ont pratiquées.

En réalité, l’expérience de la première décennie post-soviétique a montré très clairement que les directions des entreprises étaient bien plus intéressées par leur propre enrichissement, en dépouillant les entreprises de leurs capitaux, que par les tentatives de les redresser et de préserver les emplois, une tâche pénible et intrépide dans ces circonstances. Cette orientation n’a pas été sensiblement modifiée depuis que les « oligarques », à la tête des conglomérats bancaires et de matières premières, ont commencé à acheter les entreprises manufacturières à la fin des années 1990 : l’investissement en dehors du secteur des matières premières a été minimal, même si le pillage des usines soit devenu un peu plus ordonné.

Il n’y a eu que peu de réponses des syndicats à l’attaque globale contre le niveau de vie et les droits des travailleurs, menée par l’État et le patronat, qui a commencé par le lancement de la « thérapie de choc » en 1992 et qui se poursuit toujours, malgré le retour à la croissance après le krach financier de 1998. Ainsi, dans l’esprit du « partenariat », le président du syndicat de la fabrique de tracteurs de St-Petersbourg racontait : « Nous nous rencontrons avec le vice-directeur financier et le chef du bureau de planification chaque semaine et nous demandons : “Y a-t-il une possibilité d’indexer les salaires ou de les augmenter ?” Le besoin de faire pression ne surgit pas. Si la possibilité existe, la direction le fait [augmente les salaires] d’elle-même » ¹¹. Une analyse du rapport des forces n’a aucune place dans la pensée stratégique des dirigeants syndicaux. Et comme la pression est déclarée inutile, ils n’attachent que peu d’importance à informer, éduquer, mobiliser leurs membres, à promouvoir la démocratie syndicale ou la participation de la base. En effet, de telles activités, en réveillant les

¹¹ Interview avec le président du syndicat de la Fabrique de tracteurs Kirov de St-Petersbourg, dans B. Maksimov, “Kuda vedut lidery,” article non publié, 2000.

travailleurs, pourraient mettre en danger les relations harmonieuses syndicat-patronat. Les dirigeants syndicaux se présentent de manière significative comme « servant de tampons » ou « intermédiaires »¹² entre les travailleurs et le patronat, rarement en tant que représentants ou dirigeants des travailleurs.

La résistance, lorsqu'elle s'est produite, a été complètement isolée au niveau de l'usine et parfois même de l'atelier. Ces luttes reçoivent peu de soutien des syndicats nationaux, de leur branche comme des fédérations régionales ou nationales. Pour être juste, les directions nationales manquent de moyens pour apporter une aide importante, car elles ne reçoivent qu'une très faible part des cotisations collectées, parfois seulement 2%. Mais elles apportent rarement même un soutien symbolique aux luttes, car le conflit est considéré comme nocif ou, au mieux, malheureux et inutile. En réalité, malgré les plaintes constantes des dirigeants nationaux, leur part minuscule des cotisations collectées est une conséquence directe de l'orientation de leurs syndicats en faveur du « partenariat ». Car si les travailleurs sont solidaires de leurs patrons, ils ne seront pas solidaires de leurs camarades travailleurs des autres entreprises, avec lesquels leur propre entreprise pourrait être en concurrence. La dispersion des ressources au sein des syndicats locaux en Russie est le reflet du niveau insondable de la solidarité : les dirigeants syndicaux des usines refusent de mettre en commun les cotisations de leurs membres avec celles des autres entreprises pour renforcer l'organisation nationale.

Mais les luttes isolées peuvent au mieux obtenir des victoires partielles et provisoires lorsque les travailleurs font face à une offensive menée par l'État et lorsque leur industrie est en crise. Des stratégies nationales seraient bien évidemment nécessaires. Mais à ce niveau aussi le « partenariat » règne en maître. La pensée magique a atteint un niveau record en 1997 lorsque quatre syndicats de la métallurgie ont essayé d'organiser leurs directeurs d'usine (du fait de la dispersion

¹² Ainsi, selon V. Saveliev, le nouveau président de la fédération syndicale régionale de Yaroslavl, « le dirigeant syndical doit être un intermédiaire talentueux. Saveliev a passé la majeure partie de sa vie professionnelle en tant que cadre supérieur dans l'industrie automobile de Yaroslavl. Cf. M. Obrazkova, "Predsedatel' dolzhen byt' muzhikom," Solidarnost n° 3, 2005, p. 2.

de la propriété à ce moment les directeurs exerçaient de facto le pouvoir des propriétaires) au sein d'une association patronale dans l'espoir de pouvoir négocier un accord sectoriel qui serait obligatoire pour les employeurs. En dépit de l'absolue futilité de ces efforts - au demeurant substantiels - les dirigeants syndicaux n'ont toujours pas abandonné l'espoir : « Je voudrais travailler avec un syndicat patronal fort » a soupiré le vice-président du syndicat de l'automobile et des machines agricoles ¹³. Mais en même temps ils n'ont même pas imaginé qu'ils pourraient organiser les travailleurs dans leurs syndicats affiliés pour forcer les employeurs à signer un accord national significatif servant de modèle.

Parallèlement, au niveau politique la FNPR a établi une série d'alliances électorales avec les associations de directeurs d'entreprises. Ces alliances n'ont pas attiré les votes. Alors, en 2000, l'aile politique de la fédération a rejoint le parti « Russie unie », récemment formé, dont le programme se limite à soutenir le président Poutine. Ainsi, au niveau politique également, les syndicats ont restauré les vieilles pratiques sous une forme rénovée : un fois de plus ils se retrouvent sous l'aile paternelle de l'État. Les protestations organisées par la FNPR sont devenues rares. Après tout, en tant que partenaire de la coalition gouvernementale, la fédération protesterait contre elle-même. En février 2005 « Russie unie » n'a-t-elle pas organisé une manifestation de soutien au gouvernement en tant que contrepoids aux manifestations populaires contre les restrictions des dépenses sociales ? ¹⁴

Les syndicats dits « alternatifs », qui sont apparus à la fin de la période soviétique et au cours des années suivantes, constituent la principale exception à l'orientation dominante. Au début ils ont limité leur indépendance aux rapports avec les patrons. Politiquement ils soutenaient Eltsine. Cela a changé autour de 1998, lorsque ces syndicats ont évolué vers des positions social-démocrates en opposition à la politique néolibérale et antidémocratique du gouvernement. Cependant, dans l'ensemble les syndicats « alternatifs » sont faibles, ne regrou-

¹³ Le vice-président national du Syndicat des travailleurs de l'automobile et des machines agricoles cité dans Golos profsoyouza, février 2002.

¹⁴ RTR Russia TV, Moscou, le 12 février 2005, 11h (temps universel), cité d'après Johnson's List, 13 février 2005.

pant pas plus de 3% de la force de travail organisée. Leur survie seule constitue un exploit important face au harcèlement et à la répression constante que le patronat, souvent soutenu par les affiliés locaux de la FNPR, leur impose. Ils doivent également traiter avec une justice corrompue qui leur est hostile et avec le nouveau code du travail, adopté en 2002 avec le soutien de la FNPR, qui a privé les syndicats minoritaires et les travailleurs de beaucoup de leurs droits antérieurs.

Ukraine

[Retour à la table des matières](#)

A beaucoup d'égards la scène ukrainienne du monde du travail rappelle celle de la Russie. O. Stoyan, le chef de la Fédération ukrainienne des syndicats (FPU) jusqu'en fin 2004, était un ancien conseiller du premier président de l'Ukraine et il a fait de son mieux pour empêcher les protestations ouvrières dirigées contre le gouvernement ou pour les miner. A l'occasion de son cinquantième anniversaire, le gouvernement lui a décerné une médaille « pour services rendus ». En expliquant son refus de s'opposer au gouvernement, Stoyan ne cachait pas que son souci premier concernait l'exploitation des biens immobiliers syndicaux, qui risquaient autrement d'être mis en danger ¹⁵. Comme dans le cas de la FNPR, ces possessions sont substantielles et la direction de la fédération évite soigneusement de rendre compte de leur gestion aux organisations syndicales affiliées, pour ne rien dire des syndiqués de base.

Il y a eu, cependant, une différence importante avec la Russie : le Syndicat des travailleurs de l'industrie automobile et des machines agricoles, créé en 1991 sur la base des syndicats locaux et régionaux préexistants, qui avaient été autrefois directement affiliés à la direction nationale située à Moscou. Ce syndicat a élu un président, Vladimir Zlenko, qui était attaché à une orientation visant à développer « l'indépendance de classe ». C'était également un socialiste convain-

¹⁵ I. Shagnina, “Prosoyuzy Ukrainy : davaite druzhit’, no ne trogaite nashe imuschestvo”, Narodnaya volya (Minsk), n° 15, 2001, p. 8.

cu (non stalinien, c'est-à-dire un socialiste démocratique), un autre phénomène rare sur la scène post-soviétique.

Zlenko a fourni un soutien actif à toutes les luttes locales menées par son syndicat et les a mises en valeur en tant qu'exemples à suivre. Il a poussé du coude, cajolé et fait pression sur son comité central - constitué pour l'essentiel des présidents régionaux - pour amender le statut du syndicat afin d'empêcher l'adhésion des dirigeants des entreprises. Il a finalement réussi à l'obtenir en 1998, bien que l'application pratique de cet amendement au statut soit une autre paire de manches. Il a également réussi à faire adopter un amendement assurant une plus grande représentation des adhérents de base dans les conférences, les congrès et les conseils syndicaux. Il a tenté, et n'a pas réussi, d'organiser une opposition à Stoyan au sein de la FPU et il a convaincu son propre syndicat de soutenir le Parti socialiste, qui, à l'époque, était un parti social-démocrate de gauche opposé au gouvernement.

Zlenko a obtenu un certain appui actif des dirigeants locaux et régionaux, en particulier dans la région de Kharkyv (en russe Kharkov). Mais cela ne fut pas suffisant pour éloigner la majorité des syndicats locaux du « partenariat ». Se rendant compte de cela, il a essayé de suivre une stratégie fondée sur le développement de la pression « d'en bas » sur les dirigeants conservateurs « conciliateurs ». Pour atteindre les adhérents, il a publié un journal national mensuel et a favorisé la formation syndicale de la base. Mais sa capacité d'action a été limitée par le refus des dirigeants locaux de reverser à l'organisation nationale plus de 5% des cotisations syndicales collectées. Si c'était plus du double de ce que recevait l'organisation parallèle en Russie, c'était loin de couvrir les besoins. De plus le secteur économique au sein duquel agissait le syndicat a été détruit bien plus rapidement qu'en Russie : le nombre d'emplois fut réduit de près des trois quarts entre 1991 et 2003 et parmi les 129 000 salariés restants, beaucoup ne disposaient pas d'un emploi à plein temps ou recevaient des salaires irrégulièrement ¹⁶.

¹⁶ Rapport du président au comité central du 10 avril 2003 (non publié).

À l'âge de 60 ans, après deux mandats, Zlenko a laissé la présidence à son vice-président de longue date, croyant qu'il laissait son syndicat dans de bonnes mains. Las, ce dernier n'a pas tardé à faire entrer le syndicat dans le moule du « partenariat », rencontrant peu de résistance sérieuse en son sein. Zlenko n'a cependant pas renoncé au combat. Il a aidé à fonder l'École pour la démocratie ouvrière, qui offre aux syndicalistes de base une formation imprégnée de « l'indépendance de classe ». Sous sa direction l'école a développé des relations de travail avec plusieurs syndicats importants, dont ceux des industries automobile, de la défense, électronique et textile. Cela aussi constitue une différence avec la Russie, où une école similaire a échoué à susciter l'intérêt des syndicats affiliés à la FNPR et ne travaille qu'avec les syndicats « alternatifs » (ces derniers sont, en Ukraine, encore plus faibles qu'en Russie).

Biélorussie

[Retour à la table des matières](#)

En Biélorussie, le plus petit des trois pays, la question de « l'indépendance de classe » s'est posée de manière originale. Les deux plus grands syndicats industriels - celui des travailleurs de l'industrie automobile et des machines agricoles et celui de la radio-électronique - sont entrés dans l'ère post-soviétique avec un potentiel plus grand. La majorité de leurs membres a pris part à la grève générale spontanée, qui a duré près d'un mois en avril 1991 et qui a ébranlé les directions syndicales autant que l'establishment politique local et central. En conséquence, les syndicalistes de base furent plus actifs et il y avait donc une force significative pour en finir avec la tradition de soumission. Une autre circonstance favorable fut la grande concentration des adhérents syndicaux dans les grandes usines de la capitale et de sa région. Et alors que le secteur radio-électronique, qui produisait surtout pour l'armée soviétique, perdait plus tard la majorité de ses postes de travail, l'emploi dans les secteurs automobile et de machines agricoles n'a été réduit que de 20 % entre 1991 et 2002 (pour atteindre environ 150 000 salariés), une baisse bien moins importante qu'en Russie ou

en Ukraine. Cela était largement dû au rejet de la « thérapie de choc » par le gouvernement, un choix (unique parmi les régimes post-soviétiques) dans l'adoption duquel les syndicats avaient joué initialement un rôle. Même aujourd'hui l'industrie n'a pas subi la privatisation sur une grande échelle et l'État conduit une politique industrielle active ¹⁷.

En 1991 les deux syndicats ont élu leurs dirigeants nationaux et les deux furent des partisans de « l'indépendance de classe ». Ce fut particulièrement évident au niveau politique. En 1993 ils ont fondé le Parti biélorusse du travail avec une orientation social-démocrate et, en 1996, lorsque le président Lukachenko, à la suite d'un référendum, a illégalement modifié la Constitution pour renforcer son pouvoir aux dépens du Parlement, réduit à être un outil obéissant, les deux syndicats ont adopté des positions clairement oppositionnelles. Sous leur influence, la Fédération biélorusse des syndicats s'est également par la suite alliée à l'opposition et, lors de l'élection présidentielle de 2001, son président, V. Goncharik, s'est présenté sans succès contre Lukachenko en tant que candidat de l'opposition démocratique unifiée ¹⁸.

En ce qui concerne le patronat cependant, la politique des syndicats fut moins claire. La grève d'avril 1991 avait permis l'élection de nouveaux comités syndicaux dans une minorité d'entreprises seulement. Dans la majorité d'entre elles la pression « d'en bas » n'a pas été suffisante pour écarter les anciens dirigeants adeptes du « partenariat social ». Dans certaines de ces entreprises, des syndicats alternatifs, minoritaires, ont été créés. La direction nationale avait maintenu

¹⁷ Pour une analyse relativement équilibrée voir K. Haiduk et al., *The Belarusian Economy at a Crossroads*, ILO, Moscou 2004.

¹⁸ On estime en général que la majorité a voté en faveur de Lukachenko lors de cette élection, bien que son succès ait été inférieur à ce qui a été officiellement annoncé. En tant que candidat sortant avec de très grands pouvoirs, Lukachenko jouissait d'un grand avantage face à son adversaire. Mais cela s'applique également à Ianoukovitch en Ukraine, qui, finalement fut écarté en décembre 2004 par Iouchtchenko à la faveur de la « révolution orange ». Les États-Unis et l'Union européenne ont joué un jeu similaire dans les deux campagnes.

des liens informels avec ces syndicats et, au moins au début, a soutenu les forces locales favorables à l'indépendance syndicale.

Mais par la suite les dirigeants nationaux ont fait la paix - dans la pratique et de manière non officielle - avec les syndicalistes serviles des entreprises. Ceci s'est produit alors qu'ils concentraient leur énergie sur la lutte politique. Comme le gouvernement continuait à déterminer pour une large part la politique salariale, les entreprises restant en grande majorité propriété de l'État, une telle orientation était fondée. Mais le problème, c'est que cela a conduit les dirigeants nationaux des syndicats à composer avec la persistance du « partenariat social » dans les entreprises. En échange de la tolérance pour leur servilité envers les patrons, les dirigeants syndicaux des entreprises ont soutenu les campagnes politiques de leurs dirigeants nationaux et on voté en leur faveur au Conseil central. Mais quand il a fallu mobiliser la base pour ces campagnes, ces chefs locaux se sont abstenus ou se sont limités à des gestes symboliques, car le patronat le leur a demandé, sous la pression du gouvernement. Les seuls syndicats locaux qui ont mobilisé réellement furent ceux qui ont rompu avec le « partenariat » et ils ont régulièrement mobilisé massivement leurs base en dépit de l'intimidation exercée par le patronat et les autorités politiques. Mais de tels syndicats locaux ne constituaient qu'une minorité. En conséquence la direction nationale s'est avérée incapable de construire un rapport de forces suffisant contre le gouvernement. Et avec le temps, le soutien actif de la base aux actions politiques des syndicats s'est amenuisé.

Un autre obstacle pour mobiliser les travailleurs contre le gouvernement fut l'incapacité des syndicats à offrir à leurs membres un programme économique auquel ils puissent s'identifier. Bien que les dirigeants syndicaux aient démontré leur indépendance vis-à-vis du gouvernement, ils n'ont pas été capables de développer une position indépendante vis-à-vis de la bourgeoisie, dans ce cas le G-7 et ses alliés biélorusses. Alors que le programme du Parti du travail réclamait une forte protection sociale, il était vague en ce qui concerne la politique économique. Sa demande de la « liberté économique » pour les entreprises ne pouvait que soulever des doutes parmi les travailleurs qui connaissaient les résultats désastreux des politiques néolibérales en Russie et en Ukraine. Un des dirigeants syndicaux fut en réalité très

sincère : « Nous allons leur [les libéraux] laisser faire leur boulot et nous allons défendre les travailleurs ». Les craintes des travailleurs n'ont pu que s'accroître lorsque le Parti du travail a rejoint une alliance électorale des partis libéraux de droite sous l'égide de l'ambassade états-unienne lors de la campagne pour l'élection présidentielle en 2001. Le projet était semblable à celui réalisé plus tôt en Serbie et à celui qui fut mis en œuvre plus tard lors de la « révolution orange » en Ukraine. Mais la situation biélorusse était différente. Malgré son caractère arbitraire et son autoritarisme, beaucoup de travailleurs appréciaient le refus de la « thérapie de choc » par Lukachenko et l'identifiaient avec la défense de l'économie nationale - donc de leur gagne-pain - contre les forces destructrices occidentales qui voulaient s'en emparer ¹⁹.

Lors de l'épreuve de force politique qui a suivi les élections, Lukachenko n'a pas eu de mal à écraser l'opposition politique des syndicats, dont les dirigeants furent incapables de mobiliser la base. Dans de nombreuses usines les dirigeants syndicaux serviles, aux ordres des patrons, n'ont pas rencontré de résistance des membres (qui n'ont pas été consultés) lorsqu'ils ont transféré leurs syndicats vers la nouvelle fédération syndicale mise en place par l'État. À la fin 2003 les dirigeants syndicaux, qui étaient restés au sein du Syndicat national des travailleurs de l'automobile et des machines agricoles, ont organisé un coup de force, remplaçant son président par un dévoué loyal de Loukachenko.

Bien que ce dirigeant national jouissait d'une grande sympathie au sein du syndicat, seulement une petite minorité lui est demeurée loyale. Ils forment aujourd'hui un syndicat « alternatif », qui, avec d'autres syndicats similaires, luttent héroïquement pour survivre à la répression gouvernementale. C'est une lutte difficile, car les travailleurs qui les soutiennent ouvertement mettent en jeu leurs emplois.

¹⁹ Le rejet du « Consensus de Washington » par Lukachenko aide à expliquer la haine des gouvernements occidentaux pour son régime, alors qu'ils tolèrent parfaitement des dictateurs bien plus répressifs dans d'autres républiques ex-soviétiques.

Pourquoi le « partenariat social » ?

[Retour à la table des matières](#)

Si le « partenariat » rend inévitable la défaite, pourquoi reste-t-il toujours si dominant ? Comme il a déjà été mentionné, cette orientation idéologique a ses racines dans la dépendance réelle des travailleurs envers le capital qui est inhérente au capitalisme. Plus les travailleurs sont dépendants du capital à cause des conditions « objectives » et plus le « partenariat social » a prise sur eux, ce qui reflète leur manque de confiance dans leur capacité collective de changer les conditions dans leur propre intérêt. Le paradoxe, c'est qu'en subordonnant effectivement l'activité syndicale aux intérêts patronaux, le « partenariat » souligne et renforce cette faiblesse, contribuant davantage à la démoralisation et bloquant les actions qui pourraient reconstruire la confiance et la solidarité.

Il n'est pas difficile de comprendre l'attrait qu'exerce le « partenariat social » sur les dirigeants des syndicats faisant face aux employeurs et aux gouvernements agressifs et dont les adhérents sont démoralisés. Dans de telles conditions les dirigeants courent un risque personnel élevé s'ils essayent de mobiliser les travailleurs pour s'opposer au patronat ou au gouvernement. Les risques d'échec sont considérables et une défaite peut bien conduire au changement de la direction syndicale par un patronat irrité ou par des adhérents mécontents et même à la destruction du syndicat. D'autre part, lorsque les dirigeants ne sont pas soumis à une forte pression « d'en bas », leurs chances de s'en sortir personnellement sont bien plus grandes s'ils se comportent en « partenaires » soumis à l'administration. Le patronat tolérera probablement de tels syndicats coopératifs et pourrait même leur faire des concessions mineures pour les aider à préserver leur crédibilité aux yeux de leur adhérents.

Ce genre de raisonnement - sous une forme sans doute moins crue - peut sembler tout à fait légitime aux yeux des dirigeants syndicaux.

Mais les membres pourraient se poser la question : à quoi leur sert un syndicat qui recule sans cesse ? Même si une telle stratégie protège l'existence du syndicat, quelle valeur revêt cette existence si le prix en est le maintien des travailleurs dans une position de faiblesse ? Dans un moment de franchise le fonctionnaire d'un des plus grands syndicats de Russie a confié que la situation pourrait être meilleure si son syndicat n'existait pas, car les travailleurs n'auraient plus d'illusions et pourraient commencer à s'organiser (cela fut dit à un moment où le non-paiement des salaires avait atteint des proportions épidémiques alors que le syndicat s'avérait incapable ou peu disposé à faire quoi que ce soit à ce sujet).

Cependant, des formes plus flagrantes de corruption influencent également fréquemment les choix stratégiques des dirigeants syndicaux. Ceux qui font preuve de « compréhension » peuvent compter sur le soutien des patrons pour préserver leur emploi. Dans les circonstances post-soviétiques, alors que les adhérents sont divisés et en grande partie passifs, le soutien du directeur est décisif. D'ailleurs, la majorité des dirigeants des syndicats de l'industrie sont d'anciens ingénieurs. La loi les protège formellement contre le licenciement après qu'ils aient quitté leurs mandats syndicaux, mais la direction peut rendre leur vie très misérable. En outre, après des années en dehors de la production, ils deviennent incompetents. Enfin, le patronat offre généralement aux dirigeants syndicaux coopératifs des récompenses matérielles substantielles, y compris la perspective d'un emploi de cadre supérieur bien rémunéré.

Pour leur part, les dirigeants syndicaux invoquent la passivité des adhérents pour justifier le « partenariat social », disant qu'en cas de conflit avec le patronat ils risqueraient d'être abandonnés par les travailleurs indifférents et craintifs. Mais cet argument n'est pas sincère, car ceux-là même qui l'utilisent ne font aucun effort pour dépasser la démoralisation de leurs adhérents. Au contraire, ils découragent activement les actions collectives spontanées des travailleurs en défense de leurs intérêts et coopèrent avec le patronat pour les étouffer quand elles se produisent.

La démoralisation universelle est un fait. C'est la principale source de la faiblesse du monde du travail, qui a ses racines dans les condi-

tions « objectives » soulignées au début. Mais les travailleurs n'étant pas des robots, leurs activités ne sont pas déterminées mécaniquement par leurs conditions « objectives ». Sans tenter d'organiser leurs actions militantes solidaires il est impossible de mesurer le potentiel de lutte des adhérents de base. Gramsci l'a formulé de la manière suivante : « En réalité, on peut "prévoir" dans la mesure où l'on agit, dans la mesure où l'on réalise un effort volontaire et où l'on contribue ainsi concrètement à créer le résultat "prévu". La prévision se révèle ainsi non comme un acte scientifique de la connaissance mais comme une expression abstraite de l'effort fait, la manière pratique de créer une volonté collective. »²⁰ Il ne s'agit pas, naturellement, que le syndicat se lance aveuglement dans des aventures, en rejetant toute concession par principe. Il est légitime pour un syndicat - pour ses membres, non pour ses chefs se substituant aux membres, comme cela est pratiqué généralement - de décider de réduire les pertes lorsqu'il juge que le rapport des forces est défavorable et qu'il n'est pas susceptible d'être modifié dans un futur acceptable. Mais ceci nécessite une véritable analyse du rapport des forces actuel et potentiel et une sérieuse tentative de résister. Et une direction qui fait preuve de sa volonté et de sa détermination de conduire les membres, en leur proposant des tactiques et des buts réalistes, en est l'élément critique. Rien de cela ne fait partie de la pratique des syndicats qui ont épousé le « partenariat ».

La défaite subie par les travailleurs pouvait en effet constituer le résultat le plus probable. Néanmoins elle n'était pas inévitable, et certainement pas dans la forme désastreuse qu'elle a eue, qui a servi au capital du monde entier de leçon lui indiquant à quel point il est possible d'écraser les travailleurs. En dépit de l'insécurité universelle, de la faible solidarité et de la démoralisation, une minorité significative des travailleurs dans les trois pays a déployé au cours de ces années une volonté de résistance sous la forme de grèves ou de désobéissance civile. Ces actions ont souvent obtenu des résultats positifs, mais parce qu'elles sont restées isolées, leurs victoires furent limitées et elles n'ont pas eu un impact réel sur la situation générale de la classe ouvrière. Les choses auraient pu être différentes si une direction avait pu émerger pour unir et diriger ces luttes isolées. La minorité active, qui

²⁰ Q .Hoare & G. Smith, Selections from the Prison Notebooks of Antonio Gramsci, International Publishers, N.Y. 1971, p. 438.

pour l'essentiel ne pouvait être socialement distinguée des autres, aurait pu atteindre une masse critique, renforçant la confiance en soi des autres. Les dirigeants syndicaux qui ont fait le choix du « partenariat » ne peuvent pas éviter une part de responsabilité dans cette défaite en arguant des conditions défavorables. Nombre de ces dirigeants nient d'ailleurs simplement qu'il y a eu une défaite, essayant ainsi de minimiser encore leur rôle.

Indépendance de classe et socialisme

[Retour à la table des matières](#)

Dans les conditions post-soviétiques tout dirigeant syndical qui opte en faveur de « l'indépendance de classe » doit être une sorte de héros, c'est-à-dire un individu engagé de manière désintéressée en faveur de la cause de la classe ouvrière, car une telle orientation est très difficile et personnellement très risquée. Dans l'histoire, lorsque les perspectives immédiates étaient sombres, de tels dirigeants sont venus des rangs du mouvement socialiste. Ils pouvaient s'appuyer sur leur engagement politique et sur leur perspective historique. La faiblesse de l'orientation en faveur de « l'indépendance de classe » dans le mouvement syndical et l'exclusion de fait du socialisme du spectre politique-idéologique ²¹ post-soviétique (sinon mondial) sont ainsi étroitement liées.

Mais elles sont aussi liées d'une manière bien plus fondamentale. Sous le capitalisme les travailleurs sont dépendants du capital et aucun dirigeant syndical ou politique de gauche ne peut l'ignorer. « L'indépendance de classe » est une orientation idéologique, une idéologie ouvrière indépendante et non un état de fait qui pourrait exister sous le capitalisme. Mais « l'indépendance de classe », comme le socialisme, nient la légitimité et le caractère inévitable du capital. Ils regardent le pouvoir du capital comme une usurpation qui ne doit être tolérée que du fait que le rapport des forces entre les classes ne permet pas de le

²¹ En dépit de leur nom, les partis « communistes » ont adopté le capitalisme. Ils sont aussi fortement teintés par les formes chauvines du nationalisme.

renverser dans la situation présente. Cependant la perspective stratégique est constamment d'entamer le pouvoir du capital, de tenter de modifier le rapport des forces de manière à ce que la domination du capital puisse être renversée et remplacée par la gestion démocratique de l'économie. Les syndicats qui essaient de suivre une stratégie de l'indépendance envers le patronat tout en acceptant la légitimité du capital finissent toujours empêtrés dans leurs propres contradictions (par exemple lorsqu'ils deviennent lobbyistes pour obtenir des subventions gouvernementales pour leurs employeurs).

« L'indépendance de classe » n'est, bien sûr, pas une panacée qui fournit le plan de la victoire. C'est une orientation dont le but stratégique est de mettre fin à la domination du capital. Aujourd'hui le capital est très dominant et les travailleurs sont très dépendants de lui. La confrontation de cette orientation stratégique avec la réalité capitaliste ne conduit pas automatiquement à des choix évidents des buts et des tactiques dans des situations concrètes. Mais c'est une orientation qui donne au moins la possibilité aux ouvriers d'aller de l'avant, même lorsque le but stratégique de l'émancipation semble actuellement n'être qu'un lointain espoir. Au contraire, l'expérience accumulée de la pratique du « partenariat social » conduit à la conclusion que « la société capitaliste sans une alternative socialiste ressemble beaucoup à la décadence qui conduit vers les formes barbares de la vie sociale. » ²²

Traduit de l'anglais par J.M.

Fin du texte

²² A. Boron, *State, Capitalism and Democracy in Latin America*, éd. Lynne Rienner, Boulder 1995, p. 243. (tiré de la revue *Inprecor*, no.505-506)